Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 129 (1984)
Heft: 1

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-348578

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

L'an 1983 s'est donc achevé sans que s'amorce un processus de démobilisation nucléaire. L'URSS a interrompu, sinon rompu, la négociation sur les euromissiles, mis en sommeil celle qui concerne les armements stratégiques, et délaissé subsidiairement, au moins pour un temps, la bonne vieille conférence de Vienne qui se propose de réduire les effectifs militaires en Europe centrale. Côté occidental, on s'est montré plus poliment déçu que sincèrement surpris. De part et d'autre, on en est sans doute à faire une nouvelle appréciation de situation, tenant compte de ce qui s'est passé, et de ce qui ne s'est pas passé, ces deux dernières années.

Les Soviétiques ont poursuivi sans désemparer la construction et l'implantation de leurs *SS-20*, consolidant ainsi leur avance dans le domaine des armes nucléaires de portée continentale. En revanche, leurs menaces, leurs pressions politiques, et la grande agitation déployée dans l'Europe libre et jusqu'aux Etats-Unis par un «pacifisme» ignorant ou complice, n'ont pas obtenu les résultats apparemment espérés: les premiers *Cruise Missiles* sont en Grande-Bretagne, les premiers éléments des *Pershing-2* ont débarqué en Allemagne. L'intention, affichée, de persévérer dans la mise en place des *SS-20* et d'installer de meilleures armes nucléaires «de théâtre» en Tchécoslovaquie et en République «démocratique» allemande n'a pas impressionné l'OTAN. Pour la bonne raison que tout cela était prévisible et prévu. Le programme des euromissiles russes exprime la volonté de disposer, pour une première, voire pour une seconde frappe, de la supériorité sur les moyens de la riposte occidentale; la panoplie des armes de portée inférieure est, en tout état de cause, en cours de déploiement: il s'agit en fait de remplacer, pour de plus grandes portées et une meilleure précision, les armements nucléaires tactiques et opératifs dont sont dotées, d'une part, les forces soviétiques en Europe centrale, d'autre part, les armées satellites de première ligne. Quant à la menace directe sur le territoire américain, elle est d'ores et déjà concrétisée par les sous-marins soviétiques lanceurs d'engins et les bombardiers à long rayon d'action basés en Extrême-Orient. Le Kremlin peut y ajouter des *SS-20* poussés à la pointe de la Sibérie, au risque de voir les Etats-Unis armer de même l'Alaska et les Aléoutiennes. Mais il sait désormais que l'intimidation n'a pas de prise sur le président Reagan, et que les alliés européens de l'OTAN sont, en dépit d'une énorme intoxication, plus déterminés qu'on aurait pu le penser.

Dès lors l'URSS peut choisir de poursuivre une coûteuse course aux

armements, et elle y paraît pour l'instant disposée, ou de reprendre, celle-ci n'excluant pas nécessairement celle-là, une conversation difficile, soit pour se résigner à un rééquilibrage raisonnable des forces, soit avec l'espoir que, à l'usure, les Occidentaux abandonneront un jour la position de fermeté sur laquelle ils ont tenu bon en 1983. Ce choix dépendra largement de la persévérance dont on fera preuve à l'Ouest. Si, en deçà du Rideau de fer, on s'imaginait que tout est dit parce que l'on a résisté au chantage aux *SS-20*, on se tromperait gravement. La défense du monde libre suppose l'endurance, avec la mémoire des périls écartés. On ne contestera pas aux Soviétiques le droit de s'inspirer de ces nécessités; mais on affirmera aussi que l'autre camp a le devoir de les reconnaître. Ce qui veut dire, pratiquement, que l'Occident ne peut relever le défi soviétique que par le perfectionnement soutenu de ses moyens de résistance — armes, effectifs, instruction, degré de préparation, volonté de vivre.

* *
*

En attendant que s'établisse l'équilibre stratégique souhaitable et, mieux encore, qu'il descende à un niveau d'effort moins lourd pour tous les peuples, il faut s'accommoder d'un état de fait où l'affrontement indirect des grandes puissances se greffe sur la plupart des conflits régionaux et limités du moment. Seule fait encore exception la guerre irano-irakienne, qui se poursuit en actions ponctuelles meurtrières et sans résultats décisifs, mais qui n'est pas encore devenue la véritable bataille pour les pétroles du Golfe et pour leur exportation, bataille dont les Grands devraient alors se mêler: l'Ouest parce qu'une part appréciable de ses ressources énergétiques serait en jeu, et l'Est parce que sa stratégie le pousserait de manière irrésistible à prendre hypothèque sur ces ressources. Le bon côté de cette absurde et sanglante histoire, c'est que chacun des belligérants en fait encore une affaire nationale, ce qui limite les dégâts. Constatation qui reste valable même si l'on voit bien que, à long terme, la révolution islamique de Khomeiny ambitionne toujours de s'étendre bien au-delà de l'Euphrate, par-dessus les cadavres de Saddam Hussein et de ses soldats.

On va revenir au Proche-Orient. Mais il convient d'évoquer d'abord l'épisode de la Grenade, dans son contexte caraïbe, parce qu'il illustre assez bien les conditions et les limites dans lesquelles les grandes puissances peuvent, ou ne peuvent pas, s'emparer d'un conflit marginal.

* *
*

Petite tache rouge sur la carte des Antilles, susceptible d'en être, en cas d'urgence, effacée d'un coup par le feu aéronaval américain, la Grenade

n'avait pas, en octobre dernier, une importance militaire majeure. Mais, dévouée à ses alliés et occupants cubains, à ses conseillers russes, elle pouvait devenir un relais aérien pour le corps castriste engagé en Angola comme pour les Libyens armant le régime marxiste du Nicaragua; elle pouvait aussi servir de point d'appui à qui voudrait menacer un jour les champs de pétrole du Venezuela dont on n'oublie pas qu'il est, avec le Mexique à l'autre bout de l'Amérique centrale, le gros détenteur d'or noir du Nouveau-Monde; elle pouvait enfin et surtout être le détonateur d'une révolution qui, gagnant de proche en proche les faibles Etats antillais, aurait rejoint celle de Fidel Castro. On aurait vu alors la mer des Antilles, c'est-à-dire la voie maritime orientale entre le nord et le sud du continent, et les approches du canal de Panama, dominées ou au moins disputées par les Russo-Cubains implantés dans une chaîne insulaire à l'est, dans le Nicaragua à l'ouest.

Cela touchait aux intérêts stratégiques les plus évidents des Etats-Unis dans une région qui est pour eux, depuis un siècle, le pas de leur porte. Washington a donc agi. Le plus instructif de l'affaire, ce fut, après le baroud d'honneur des «maçons» cubains de Point-Saline, l'absence de réaction de Castro et des Soviétiques. Leur a-t-il suffi, comme lors de la crise dite des fusées de Cuba en 1962, d'apprendre jusqu'où ils pouvaient aller trop loin? En tout cas, ils n'ont pas voulu prendre le risque d'un conflit direct dont les données géographiques et militaires leur étaient manifestement défavorables. Dans l'attente, sûrement, de jours meilleurs pour eux, car, en matière de confrontation stratégique, rien n'est jamais définitivement acquis ou perdu, et les moyens de la relance sont divers.

* *
*

Les choses, au Proche-Orient, n'ont pas cette simplicité relative, du moins pour les Américains. Car, pour les Soviétiques, il n'y a pas trente-six attitudes possibles. Damas est le point fort d'un pentagone stratégique dont les autres sommets sont Kaboul, Aden, Addis-Abeba et Tripoli de Libye. Il va donc de soi que Moscou fait tout ce qu'il peut pour consolider, armer, stimuler la Syrie, jusqu'à la soutenir dans ses ambitions territoriales — «Syrie et Liban sont une seule et même nation», prétend le président Assad — et jusqu'à lui sacrifier la fraction arafatienne de l'OLP, devenue inefficace. Alors que Washington, cherchant toujours à concilier son amitié grondeuse pour Israël et la convergence de ses intérêts économiques et militaires avec ceux des Etats arabes sans attaches soviétiques, s'efforce en outre, comme les autres participants à la Force multinationale d'interposition, de favoriser la renaissance de la République libanaise.

A partir d'une mission à courte vue

— éviter les accrochages entre des frères ennemis supposés enclins à la réconciliation —, cette force a été jetée par les provocations des adversaires «progressistes», chiites et iraniens du président Gemayel, couverts par les Syriens, dans la réalité d'une guerre à plusieurs niveaux et à plusieurs camps, où se rejoignent les méthodes de l'attentat terroriste, du coup de main de corps francs, et du duel d'artillerie. Le carnage du 23 octobre à Beyrouth a amené Français et Américains à reviser et à activer leurs dispositifs d'autoprotection, et à recourir aux mêmes procédés de riposte que les Israéliens. Avec toutefois une moindre liberté de manœuvre, car les deux «invités» occidentaux se retiennent de s'engager en alliés militaires de l'Etat libanais qu'ils appuient politiquement, et ils veulent moins encore se mettre en conflit direct avec une Syrie derrière laquelle l'URSS se profile. C'est de l'acrobatie. Car si la France et les Etats-Unis se sont volontairement abstenus de doter leurs escadres en eaux libanaises des moyens d'un débarquement en force, ce qui est rassurant pour Damas, il n'en reste pas moins que, dans l'appui que leurs canons et leurs avions donnent aux contingents d'interposition, ces escadres peuvent difficilement éviter l'affrontement avec les missiles sol-air syriens qui protègent de près ou de loin les bases et les mouvements des combattants antigouvernementaux du Chouf et de la Bekaa. Les Américains, en particulier, en ont fait l'expérience au début de décembre, constatant du même coup que si les obus de 406 de leur *New Jersey* sont sans concurrence, les subsoniques de leur aviation embarquée sont désuets et insuffisamment couverts contre les *SAM-5* et les *SAM-8*.

* *
*

Début 1984, il faut encore mettre le doigt sur un nouvel affaiblissement du flanc sud de l'OTAN, avec une Athènes de plus en plus tentée par le neutralisme et une relance du litige gréco-turc à propos de Chypre; le remettre aussi sur une «normalisation» polonaise qui jugule la nation sans parvenir à en tuer l'âme, et saluer enfin le quatrième anniversaire d'une résistance afghane qui garde sous la masse du feu soviétique toute sa vitalité et toute son invention. Il serait hasardeux d'établir une équivalence entre les déboires occidentaux et les déconvenues soviétiques. Bornons-nous à constater leur effet de freinage, sans doute plus réel que celui des négociations avortées.

J.-J. C.